

Philippe Labbé

Contribution pour les trente ans d'*Entreprendre Ensemble*

Dunkerque, 11 octobre 2019

Bonjour à chacune et à chacun, et merci pour cette invitation : la dynamique qui s'exprime à l'occasion de cet anniversaire d'*Entreprendre Ensemble* m'a incité à vous rejoindre même si je ne sais pas qui de vous ou de moi, qui habite à Rennes, est éloigné de l'autre !

Oui, incontestablement, la grande Histoire, avec une majuscule, est faite de petites histoires... tout simplement parce que les uns et les autres sommes humains et que les politiques sociales que nous mettons en œuvre ne sont pas – faut-il dire « encore » ? - que l'affaire des algorithmes.

Il s'agit bien d'évolution et, dès lors, je dois vous avouer un problème avec une notion en vogue (à vrai dire plusieurs me turlupinent : opérateur, jeunes en difficulté, prescription, freins périphériques...), celle de « disruption ». Le mantra de la disruption qui sous-entend une rupture avec l'histoire me fait penser à Jean-Paul Sartre qui disait que « les enfants qui n'ont pas d'histoire n'ont pas de destin ». Qui plus est, il s'agit aujourd'hui d'un anniversaire, 30 ans, là où le curseur vous fait passer de la jeunesse à l'adultéité. Sachant qu'avant 30 ans on est invalidé pour motif d'inexpérience et après 45 ans, devenu sénior, on l'est pour motif d'obsolescence, force est de constater qu'*Entreprendre Ensemble* est désormais entré dans le temps, court temps d'ailleurs, d'une nécessaire réussite de sa vie. Car, au bout du compte, quelle sont les caractéristiques de la jeunesse et de l'adultéité ? Et bien, la jeunesse est le temps des expérimentations multiples et l'adultéité est celle de l'expérience issue de la sédimentation de ces expérimentations en expérience. Ce qui signifie que le passé n'est assurément pas à jeter aux orties mais, tout au contraire, sert le présent qui lui-même prépare l'avenir. On est donc loin, très loin de la table rase : il n'y a pas de rameaux sans racines.

Lorsque l'insertion débarque dans le paysage des politiques publiques et dans le langage, on est en 1981, elle est réservée aux 200 000 jeunes qui sortent sans diplôme ni qualification du système de formation initiale, celles et ceux qu'on appelle désormais les « décrocheurs ». Aujourd'hui, ils sont 110 000 et, donc, on pourrait s'en satisfaire, se dire que le besoin d'insertion a diminué... sauf que – et cela est une différence majeure avec 1981 – désormais l'insertion est devenue un phénomène générationnel : tous les jeunes, hormis les rentiers, « filles et fils de », se posent la question de leur insertion, y compris les diplômés M2. Bien sûr, le niveau de formation joue sur la durée de cette période d'insertion mais que celle-ci concerne la quasi-totalité des jeunes permet de poser l'hypothèse d'une synonymie entre politique d'insertion et politique jeunesse. Voilà une première grande évolution.

Une deuxième à présent. Au début des années 80, l'insertion est une phase devant déboucher sur l'intégration. L'insertion n'est donc pas une finalité, sauf à imaginer qu'on soit en insertion à perpétuité, mais elle est un processus avec, donc, un début et une fin. Le début est l'arrivée sur le marché du travail, son terme est l'installation dans celui-ci. L'insertion-processus visait l'intégration-état, c'est-à-dire une situation stabilisée. Or, on le sait, il n'en est plus de même aujourd'hui : l'insertion est toujours un processus mais elle débouche sur une situation, qu'on appelle désormais « inclusion », de moins en moins stable. Qu'on parle de précarité ou de flexibilité, les choses sont là : nous sommes entrés dans une société instable, *La Vie liquide* pour reprendre l'expression de Zygmunt Bauman¹. Voici une deuxième grande évolution : préparer les personnes à évoluer dans l'instabilité, sacré défi... en particulier pour des professionnels de l'insertion et leurs gouvernances qui continuent de vivre avec le paradigme du CDI, voire la croyance dans le « compromis fordiste » à rebours des aspirations majoritaires de la jeunesse.

Rappelons à ce sujet les résultats de l'enquête de la JOC « *Qu'est-ce que réussir ta vie ?* » auprès de plusieurs milliers de jeunes. Par ordre décroissant, les aspirations pour réussir sa vie sont d'abord « *Avoir de vrais amis* », puis « *Avoir du temps libre* », suivi de « *Fonder une famille* » auquel succède « *Etre amoureux* » pour enfin, en 5^{ème} rang, parvenir à « *Faire une belle carrière professionnelle* ».

Que l'on soit d'accord ou pas avec ces résultats, les faits sont têtus et force est de constater une secondarisation de la « valeur travail » qui interpelle les adultes, ceux qui auraient placé un premier ou deuxième rang la réussite professionnelle ! A cette secondarisation, on peut apporter une explication et

¹ Bauman Z. (2013) *La Vie liquide*, Paris, Fayard.

une pondération. Explication : les jeunes sont malins car s'ils investissaient autant que les générations précédentes dans le travail ils auraient toutes les raisons d'être désespérés. Ils ont tout intérêt à relativiser la valeur travail selon l'adage que l'« *on fait de nécessité vertu* ». On s'arrange pour que ce qui s'impose à vous soit une qualité, ici le temps libéré du travail devient le temps consacré aux amis, aux loisirs, à la famille : le Brestois – c'est mon cas – aime la pluie comme le Savoyard aime la montagne, le Girondin la vigne, les Dunkerquois le hareng, etc. Une pondération à présent : le rapport au travail est paradoxal. Ceux qui n'ont pas de travail y aspirent et ceux qui en ont y transpirent... cf. la à la fois vraie mais aussi boîte de Pandore de la « souffrance au travail » qui occupe une très large part des discours sur l'entreprise comme si, chaque matin en entrant dans l'usine ou au bureau, nous étions les fils et filles de Cronos destinés à être dévorés !

Puisque nous sommes partis sur les évolutions, en voilà une autre sur celle des publics. Je précise tout d'abord que je suis plutôt circonspect, voire méfiant, vis-à-vis des généralisations de type « génération X, Y ou Z ». Il y a, certes, des invariants générationnels, de la génération soixantuitarde à la génération connectée en passant par la *Bof Génération*, mais cette taxinomie n'évite pas et même accentue les stéréotypes, les préjugés, les prénotions. Quelles convergences entre un jeune qui tient le mur dans un QPV et un autre jeune en prépa Lettres Sup' à Louis Le Grand ? Mais les concepteurs de politiques sociales aiment bien mettre dans des cellules d'*Excel* des individus patatoïdes que l'on baptise d'acronymes au gré de leur imagination fertile : Neets, JAMO, etc. Dernièrement, les « Invisibles » auxquels j'ai consacré un article dans les *ASH* cet été².

Justement... ceux-ci illustrent cette autre évolution car, moins qu'invisibles, des jeunes sont labiles. Ils passent d'un dispositif ou d'une structure à une autre, consomment une prestation, puis trois petits tours s'en vont et peuvent revenir. Hormis la catégorie de ceux qui font le choix des carrières déviantes, passant souvent d'une économie de la débrouille à une économie de la magouille, et qui ne sont pas le public des intervenants sociaux ou intermédiaires de la politique de l'emploi mais celle de la Police ou des la prévention spécialisée, les labiles sont parfaitement adaptés au système qui les invite à se comporter comme consommateurs : on leur parle de « prestations », d'« offre de service », etc. Donc ils consomment et s'en vont puis reviennent comme vous lorsque vous faites vos courses au supermarché. Faut-il s'en plaindre ? Pas beaucoup d'invariants mais des caractéristiques dont, bien entendu une génération connectée - c'est très banal de le dire – mais aussi deux autres caractéristiques que je creuse... donc plutôt à considérer comme des hypothèses.

- D'une part, un déficit de lecture sinon sur écran ce qui, comme les neurosciences nous l'enseignent, stimule plus la zone cervicale des émotions que celle de la raison. Autrement dit, des difficultés de rationalité, terrain favorable à *La Démocratie des crédules*³, aux croyances y compris les plus absurdes, à une « panique morale » et intellectuelle... contraignant à légiférer sur les infotox, *fake news*. Le raisonnement hypothético-déductif, qui ordonne, classe, hiérarchise, cède du terrain et ce face à un amoncellement de crises, abondées par la collapsologie et l'anthropocène, qui exigerait au contraire du sang froid, de l'analyse. Est-on d'ores et déjà dans *La Fabrique du crétin digital* ?⁴
- D'autre part – mais là je pressens que je flirte avec l'accusation de réactionnaire bon pour rejoindre le samedi matin le micro de Filkielkraut – la question de... l'effort. Dans un climat, une ambiance où se combine la consommation, l'hédonisme et l'épanouissement de soi dans un environnement évidemment « bienveillant » et tout cela en « pleine conscience » et « zénitude », je m'interroge sur la déconnexion entre l'effort et le résultat... au même titre que la richesse serait plus accessible en grattant compulsivement sur des papiers aux noms débilitants (*Grolo, Morpion...*) que par le travail. Bref, ce n'est pas totalement nouveau, *Panem et circences...* En tout cas, je travaille à cette question de l'effort... corrélée à celle de l'exemplarité appliquée aux trajectoires de réussite individuelle dans les QPV, qui développe un article à paraître dans le prochain numéro de *Lien social*.⁵

² Labbé P. (2019), « La part fantasmagique des Invisibles », *ASH* n° 3109, 3 mai. [Joint pour information à cette contribution]

³ Bronner G. (2013) *La Démocratie des crédules*, Paris, PUF.

⁴ Desmurget M. (2019), *La Fabrique du crétin digital*, Paris, Seuil.

⁵ Labbé P. (2019), « Quartiers de relégation : pertinence tactique et limites stratégiques de l'exemplarité », *Lien social* n° 1261.

En fait, en y réfléchissant, j'ai construit une typologie des jeunes sur la base non pas des variables communes d'âge, de sexe, de niveau de formation, mais sur celle d'un construit sociologique : celui du projet, notion importante dans le secteur de l'insertion⁶. M'appuyant sur les travaux de Jean-Pierre Boutinet, de François Dubet et d'autres, et les complétant en échangeant avec des centaines de professionnels de terrain, il me semble que les publics de l'insertion peuvent être classés en quatre types dans leurs rapports au projet, étant entendu que chaque usager est par définition singulier et ne correspond jamais totalement à un type :

- Les usagers *hors projet*, parfois avec ou en attente de RQTH, nécessitant un accompagnement social étayé de soutien psychologique voire psychiatrique.
- Les usagers *sans projet* ou dilettantes pour lesquels il faut développer des actions de découverte des métiers, leur ouvrir des œillères, les faire monter sur les tables comme dans cette belle métaphore du *Cercle des poètes disparus*. Le mot est ici « orientation » ou « réorientation ».
- Les usagers *avec un projet à court terme*, un objectif simple : avoir un emploi pour manger, dormir, se déplacer, jouer. Le mot est ici, simplement, « placement ».
- Enfin les usagers *avec un projet à long terme* : être chauffeur routier dans les transports internationaux n'est pas un job mais un métier. Le mot, ici, est « ingénierie ».

De la sorte, si l'accompagnement est « global », ne dissocie par le social et l'économique, ni même les hiérarchise (le social sans l'économie est exsangue, l'économie sans le social est inhumaine), il est aussi différencié. Si j'ai le temps, tout à l'heure, je pourrai vous proposer la construction en concept de la notion d'accompagnement socioprofessionnel telle que je l'ai publiée dans *Les cahiers de l'action de l'INJEP*.⁷

Puisqu'on parle de rapport au projet, une autre évolution, cette fois du côté des intervenants avec le risque d'un infléchissement dans l'engagement professionnel, la dérive d'une logique de métier à une logique d'emploi aboutissant à une logique de job. Si l'on veut bien admettre que le rapport au travail se structure dans trois dimensions (une instrumentale : gagner sa vie ; l'autre sociale : appartenir à une communauté humaine ; la dernière symbolique : faire coïncider ses valeurs avec celles de son exercice professionnel), force est de constater que la dimension instrumentale prend beaucoup de place, de plus en plus, aux dépens des deux autres dimensions. Tout-à-fait concrètement, à partir de l'exemple des missions locales, assurément dans les années 80 on n'y venait pas par hasard mais on s'y engageait. A cette période pionnière a succédé une période institutionnelle et programmatique.

Aujourd'hui, tel n'est plus le cas pour l'engagement militant : ce que j'appelle la « professionnalité », c'est-à-dire le sens que l'on met dans son travail, laisse la place de l'« *homo faber* » à celui qu'Hannah Arendt appelait l'« *animal laborans* », un « homme [qui] n'est uni ni au monde ni aux autres hommes, seul avec son corps, face à la brutale nécessité de la vie »⁸. Tout cela fait mal aux pieds car, dans la chaussure de celles et ceux qui devraient s'engager auprès des éclopés, des cabossés, des « gens de peu »⁹, il y a ce petit caillou, aussi minuscule que douloureux que les Romains appelaient le... *scrupulus*.

Je n'ai malheureusement que trop peu de temps pour développer tout cela. Je vais donc saisir ces quelques dernières minutes pour deux points.

Tout d'abord, cette question de l'engagement et, pour l'illustrer, deux-trois choses propres aux missions locales :

- L'engagement de leur père fondateur, Bertrand Schwartz et celui des hommes pendant la seconde guerre mondiale, ceux du CNR qui ont posé les bases de notre système social.
- L'engagement de ceux que j'appelle affectueusement les « pioupiou » (qui étaient les fantassins au front en 14-18) : ici et là, à vrai dire partout, je les rencontre : hier et avant-hier à Nevers, la semaine dernière à Lorient puis à Moulins, la semaine prochaine à Lyon puis en Guyane. Je viens de mettre en question l'engagement actuel de certains mais beaucoup restent

⁶ Labbé P. (2019), *Une histoire des missions locales*, Rennes, Apogée.

⁷ Labbé P. (2012), « L'accompagnement socioprofessionnel : une construction systémique », INJEP, *Les Cahiers de l'action* n° 37

⁸ Arendt H. (1988), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket.

⁹ Sansot P. (2009) *Les Gens de peu*, Paris, PUF.

résilients, continuent à y croire et à innover. Un problème des missions locales peut s'exprimer en termes de systémie : le tout est inférieur à la somme des parties... et j'ai bien peur que cela perdure, ce qui me fait promouvoir la place des acteurs locaux, particulièrement des collectivités. Face au volet « institutionnel » des crises qui se combinent et qui produisent des effets émergents, aléatoires, imprévisibles (des *Gilets jaunes* aux jeunes du mouvement *Extinction Rébellion*), ce volet d'une défiance jamais aussi forte des Français vis-vis des hommes politiques (10% ont confiance dans les partis), seuls les élus de proximité s'en sortent bien avec 70% d'opinions favorables pour les maires dans la très récente étude « *Fractures françaises* »¹⁰. Je plaide donc pour la mise en œuvre de la préconisation du rapport au Premier ministre Vérot-Dulin : « ... faire des missions locales de véritables pôles jeunesse »¹¹.

Second point, l'engagement s'encourage... mais on peut aussi le décourager et, parmi les stratégies de découragement, une se révèle particulièrement efficace : combiner la menace d'un infléchissement des financements avec une évaluation qui n'en est pas une mais qui est un contrôle combiné avec une mise en concurrence des structures. Combinée à cette inversion « des programmes pour les jeunes » à « des jeunes pour des programmes », l'antienne de la performance sape la coopération, est contraire à l'idée même de réseau, encourage la tricherie¹². Ainsi être efficace ne suffirait plus, il faudrait être meilleur que les autres ? Ce que, d'un point de vue logique et mathématique, est d'ailleurs strictement impossible pour tous. Je rappelle que, parmi les neuf critères définitoires de la mission de service public, il y en a un qui s'appelle l'efficacité... pas la performance qui n'est qu'une importation idéologique, le *New Public Management* venu des révolutions néolibérales de Reagan et Thatcher. Je n'y souscris absolument pas, je m'oppose avec force et vigueur à cette mise en concurrence de cour de récréation, de « stade anal » aurait dit Freud.

Quant aux missions locales spécifiquement, après les phases pionnière et institutionnelle, leurs enjeux pour parvenir à la mission locale du 3^{ème} type sont de toute évidence l'ingénierie sociale, l'intelligence partagée, une place de pôle territorial jeunesse, la capacité à allier programmes et projets, être un espace et non pas un lieu (*cf.* Michel de Certeau)... De quoi faire !¹³

Pour conclure, une jolie histoire, un encouragement : « *La route est libre !* »

Philippe Labbé
Ethnologue, docteur en sociologie
SCOP Pennec Etudes Conseils
Directeur des collections « Les penseurs sociaux » et « Urgence du sens » aux éditions Apogée (Rennes)
p.labbe.pennec@orange.fr
06 89 89 74 23

¹⁰ IPSOS, Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne, Enquête *Fractures françaises*, septembre 2019.

¹¹ Verot C., Dulin A. (2017), *Arrêtons de les mettre dans des cases ! Pour un choc de simplification en faveur de la jeunesse*, Rapport au Premier ministre.

¹² A paraître en 2020, P. Labbé, *Performance vs Efficacité*, éditions Apogée.

¹³ Ce paragraphe n'a pas été communiqué en plénière, ayant été rapidement exprimé le matin dans le cadre de l'atelier « Repérage ».